

Avertissement : ceci n'a rien d'un texte achevé ; il s'agit d'un premier jet très incomplet qui vise seulement à lancer une discussion ; l'année 2007 sera sans doute chaude en France, pas forcément dans le bon sens malheureusement ; et il faut de nouveau réfléchir très sérieusement à la question de la violence ; le fait que le rapport des forces actuels nous mette sur la défensive ne doit pas être une objection pour relancer une réflexion sur la révolution ; car on ne peut même pas se défendre si on n'ouvre pas de perspective. Lénine disait q' « on ne peut avancer d'un pas si l'on craint d'aller au socialisme ». J'ajoute seulement qu'on ne peut même pas défendre, ni reculer en bon ordre, si l'on craint de réfléchir sur les conditions de la marche au socialisme).

Voie pacifique et voie armée dans la marche à la révolution socialiste

Georges Gastaud, novembre 2006

Déstalinisation, « dé-salinisation » et théorie khrouchtchévienne de la voie pacifique

Le 20^{ème} congrès du PCUS ne se contenta pas d'officialiser la « déstalinisation » en pourfendant sans nuances Staline et ses méthodes. Impulsée par Nikita Khrouchtchev, la « déstalinisation » se fit *par la droite*, débouchant sur une véritable « dé-salinisation », une véritable *édulcoration* des conceptions marxistes-léninistes (ce n'est pas pour rien si tous les actuels liquidateurs du Mouvement communiste international, de Gorbatchev à Hue en passant par D'Alema, se réclament du « dégel » initié par Khrouchtchev).

Concernant la construction du socialisme, la nouvelle direction soviétique mit l'accent sur la rentabilité comptable des entreprises socialistes (réforme Liberman) au risque de vicier la loi principale du développement socialiste, qui est la satisfaction croissante des besoins du peuple par le développement harmonieux d'une économie scientifiquement et démocratiquement planifiée. Le passage de l'URSS au communisme (annoncé pour les années 80 !) était alors essentiellement conçu comme une question technique, celle de la modernisation, du « rattrapage et du dépassement » des forces productives des grands pays capitalistes. Quant au contenu de l'Etat socialiste, il était fortement atténué puisque le PCUS définissait l'Etat socialiste, non plus comme celui des ouvriers et des paysans, mais comme « l'Etat du peuple entier ».

Concernant la marche au socialisme dans les pays capitalistes, l'équipe khrouchtchévienne théorisa l'idée d'une « *voie pacifique* » au socialisme ; avec le rapport des forces mondial créé par l'extension du camp socialiste, il devenait enfin possible, -affirmaient les nouveaux dirigeants soviétiques -, de « conquérir une solide majorité parlementaire » ; à condition de prendre appui sur un large mouvement de masse dirigé par la classe ouvrière, le parti communiste pourrait construire le socialisme « sans guerre civile ». Cette conception de la marche au socialisme allait de pair avec une insistance quelque peu unilatérale sur la « coexistence pacifique » entre monde capitaliste et pays socialistes. Ces idées séduisantes furent relayées en Occident, notamment par les dirigeants du PC Italien, Togliatti en tête : durcies et systématisées par E. Berlinguer (secrétaire général du PCI) et par S. Carrillo, le cynique leader du PC d'Espagne, ces conceptions conduiront bientôt les PC italien et espagnol, un temps suivis par le PCF, à porter le coup de grâce au Mouvement communiste international à la fin des années 80, lorsque G. Marchais et M. Gremetz déclarèrent que le PCF ne participerait plus jamais à une conférence mondiale ou régionale des partis communistes... Parallèlement une fraction, ou plutôt une scission, droitnière, européiste et antisoviétique, émergeait du Mouvement communiste international sous le nom éloquent d'« eurocommunisme » : *communisme en paroles et européisme en fait*, car si l'on examine les résultats réels de l'histoire, le communisme est aujourd'hui en passe d'être criminalisé par « l'Europe »¹, alors que l'Empire capitaliste européen a annexé les pays socialistes d'Europe de l'Est, démembré la République socialiste fédérative de Yougoslavie et absorbé une partie de l'URSS (les pays baltes) en attendant mieux (l'Ukraine et la Géorgie sont sur la tangente).

Ne caricaturons pas pour autant : Khrouchtchev n'était pas Gorby et il faudra trente années (que serait l'histoire sans le temps ?) pour que l'opportunisme khrouchtchévien se mue en liquidation gorbatchévienne. « Monsieur K » s'efforça, non sans incohérences, de soutenir la révolution cubaine et Fidel Castro, qui s'opposa vertement à Khrouchtchev dans l'affaire des fusées de Cuba, est le premier à reconnaître la dette du peuple cubain envers le peuple soviétique et ses dirigeants d'alors. Khrouchtchev aida aussi l'Egypte nationaliste de Nasser à contrer l'expédition néo-coloniale montée par Paris, Londres et Tel Aviv pour empêcher la nationalisation du canal de Suez (56) ; enfin, Khrouchtchev stoppa net la tentative de putsch contre-révolutionnaire à Budapest (octobre 56 également). Quant aux PCF de Thorez, Duclos, Frachon et W. Rochet, il restait un grand parti ouvrier de masse, attaché à l'URSS, à la Révolution d'Octobre et au marxisme-léninisme même s'il fut historiquement le premier, à travers l'interview donnée au *Times* par M. Thorez (1946) à explorer la piste des « voies pacifiques au socialisme ».

Le PCF, de la voie pacifique au socialisme à la liquidation des objectifs révolutionnaires

Pourtant, pendant toute la période qui précéda le funeste 22^{ème} congrès de 1976 (où la dictature du prolétariat fut rejetée à l'issue d'une caricature de débat), le PCF refusa de confondre « voie pacifique » et « voie parlementaire » :

¹ C'est le rapport Lindblad voté par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe en juin 2005, et aussitôt relayé en Tchéquie et en Albanie par différentes mesures d'interdiction et de criminalisation des organisations et des idées communistes.

même dans le « *Manifeste de Champigny pour une démocratie avancée, pour une France socialiste* » (1968), le PCF, tout en privilégiant l'hypothèse « pacifique », continuait à se référer « en seconde instance » à la possibilité d'une révolution armée pour le cas où la grande bourgeoisie française prendrait l'initiative d'une contre-révolution violente. Néanmoins, la dynamique du Parti, son unité conflictuelle avec le PS le tirait vers la droite et, de congrès en congrès, le révisionnisme anti-marxiste devint de plus en plus visible et revendiqué : 1976, abandon de la dictature du prolétariat, 1979, abandon de la référence statutaire au marxisme-léninisme et à l'internationalisme prolétarien au profit de « l'avancée pas à pas vers le socialisme autogestionnaire » (sic)... jusqu'à participer par deux fois (81/84, 95/2002) à des gouvernements de gestion loyale du système capitaliste ; pour finir, le PCF liquida toute trace de communisme avec la « mutation » (1994, abandon de la référence au socialisme, au marxisme, à la classe ouvrière et au centralisme démocratique, 1997, abandon du « préalable » de la rupture avec le traité de Maastricht pour autoriser une participation ministérielle à un gouvernement socialiste ; enfin, rejet de l'idée de *socialisation* des moyens de production au profit de « l'économie mixte privée-public à prédominance sociale » assortie de « critères de gestion sociaux » du capitalisme, et autres régressions vers le socialisme utopique, toutes choses présentées comme autant d' « avancées »). Le PCF en est aujourd'hui à la phase ultime de la liquidation avec la proposition de créer un « pôle de radicalité anti-libéral » (que Mme Buffet représente ou pas le mouvement antilibéral aux présidentielles, il est déjà acquis que personne n'y représentera le PCF comme tel).

Une réponse faussée au révisionnisme : la crispation maoïste

Face au « révisionnisme khrouchtchevien » se dressèrent dans les années 60 les dirigeants des PC chinois et albanais, Mao Zedong et Enver Hoxha. Ceux-ci continuaient de se référer à Staline, dont le dénigrement sans mesure *post mortem* menaçait de déstabiliser l'ensemble du camp socialiste ; les dirigeants chinois et albanais n'allaient pas pourtant jusqu'à se demander si une critique *léniniste* des graves abus de pouvoir et de la répression aveugle des années cinquante ne pourrait pas être opposée à l'anti-stalinisme destructeur des droitiers. Mais la résistance légitime et méritoire des dirigeants chinois au nouveau cours droitier de Khrouchtchev ne tarda pas à prendre un tour gauchiste, scissionniste et... antisoviétique, qui ne lui permit pas de faire échec aux nouveau cours droitier initié par Khrouchtchev. Qui pouvait réellement croire par exemple que l'URSS, simplement parce que sa direction inclinait désormais vers le « révisionnisme », était soudainement devenue un pays « social-impérialiste », un « capitalisme d'Etat » dirigé par de « nouveaux tsars » ? C'était faire fi d'une analyse matérialiste des rapports de production *socialistes* prédominants en Union soviétique, y compris sous Khrouchtchev, Brejnev et Andropov : la *propriété socialiste* n'avait pas évidemment disparu par magie en URSS dans la nuit qui suivit le 20^{ème} congrès, même si des éléments de gestion antisocialistes avaient été introduits dans l'économie du pays ; les impérialistes occidentaux ne s'y sont d'ailleurs pas trompés, qui tinrent jusqu'au bout l'URSS pour leur ennemi principal, y compris en construisant une alliance de revers avec la Chine de Zhou Enlai pour faire la guerre au Vietnam socialiste, allié de Moscou, en 1979 (on se souvient du spectaculaire rapprochement sino-américain des années 80 et de l'appui des Occidentaux et de Pékin au sanglant régime anti-vietnamien et antisoviétique de Pol Pot).

Ne pas confondre thermidor et la restauration capitaliste

En réalité, le *thermidor* khrouchtchévien n'était que le prélude, *dans le cadre du socialisme*, de la future restauration de la propriété capitaliste en URSS ; celle-ci ne vint à maturité que trente ans plus tard, en 86/91, avec Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine (le dernier mot du livre signé par ce dernier, « Jusqu'au bout », était significativement... « propriété privée ») ; cela eut lieu à l'issue d'un intense bras de fer politico-militaire entre l'Est et l'Ouest (croisade de Reagan pour implanter ses euromissiles en Europe, à quelques minutes de tir de Moscou, préparatifs très concrets de guerre nucléaire antisoviétique contre « l'Empire du Mal », rencontre de Bitburg en 84, dans un cimetière contenant des tombes de SS entre Reagan, Thatcher, Kohl et Mitterrand, avec une forte tonalité guerrière et antisoviétique) ; c'est en 85 que Gorbatchev, qui se présentait comme l'homme de la paix à tout prix, fut porté au pouvoir à Moscou dans une atmosphère politico-militaire oppressante marquée par la préparation effective de la guerre nucléaire par les Etats-Unis et par l'isolement croissant de l'URSS sur la scène internationale ; l'opportunisme échevelé de l'équipe gorbatchévienne, ses reculs incessants devant l'impérialisme au nom de la « nouvelle mentalité politique » (« préférer les valeurs universels de l'humanité aux intérêts de classe du prolétariat ») conduisirent à un intense affrontement de classes entre partisans et adversaires du socialisme, et cela, à l'intérieur même de la direction du PCUS ; la crise contre-révolutionnaire trouva son dénouement tragique à l'été 91, quand le bras de fer entre partisans (inconséquents) du socialisme et adeptes de la restauration capitaliste tourna à l'avantage des seconds, soutenus par toute la réaction mondiale.

La victoire du groupe anticommuniste et mafieux dirigé par le grossier Eltsine se traduisit immédiatement par la mise à mort de l'Etat soviétique, par le démembrement de l'URSS, par la privatisation massive de la propriété collective, et pour finir, par le canonnage du Soviet de Russie en octobre 93². Croire donc, comme le firent les

² Comme quoi la voie « pacifique » de destruction du socialisme a bel et bien eu elle aussi une conclusion sanglante. Ce fut également le cas en Roumanie et en Yougoslavie. J'ai étudié l'expérience historique de la contre-révolution en prouvant qu'elle déroulait « à l'envers », le film de la révolution en confirmant comme à la parade (mais bien sûr, en les inversant), les lois de la révolution étudiées par Lénine. La contre-révolution à l'est, si pacifique qu'elle eût paru (on a parlé pour la Tchécoslovaquie de « (contre-) révolution de velours », a été rendue

maoïstes pendant trois décennies, que l'URSS de Khrouchtchev était subitement devenue « social-impérialiste » était une grave erreur idéaliste qui revenait à confondre une déviation idéologique avec ce qui pour un marxiste restera toujours le point de repère essentiel : l'état réel des *rapports de production*. Un peu comme si l'on eût pris le Thermidor de 1795 (par lequel l'aile droite de la révolution bourgeoise française, conduite par Fouché et Tallien, renversa l'aile gauche robespierriste et « sans culotte ») comme la Restauration de l'Ancien Régime !

Une sortie catastrophique de la « déstalinisation »

A l'inverse des PC restés fidèles à l'URSS, qui dérivèrent en majorité vers des conceptions opportunistes, électoralistes, et pour finir, liquidatrices, les partis « marxistes-léninistes » créés par des admirateurs occidentaux de Mao et/ou d'Hoxha, idéalisèrent la « lutte armée », surtout après le grand affrontement de classes de mai-juin 68. L'idée d'un large rassemblement populaire majoritaire contre les monopoles capitalistes, d'une large alliance de classe anti-monopoliste intégrant les paysans, artisans, petits commerçants, paraissait d'essence révisionniste aux émules européens de la « révolution culturelle ». Certains groupuscules soi-disant « M.-L. », délaissant la lutte de masse, se lancèrent dans l'aventurisme gauchiste, des *Brigades rouges* italiennes à *Action directe*, au risque de favoriser le durcissement de l'Etat policier et sa « stratégie de la tension » de Rome à Paris en passant par Bonn. Le mouvement marxiste-léniniste occidental eut d'ailleurs toutes les peines à subsister quand la Chine fit vote-face et prit ses partisans occidentaux à contre-pied : cela se produisit quant les éléments droitiers et « pragmatiques » regroupés autour de Deng Xiaoping défirèrent les maoïstes de la « bande des Quatre » dirigés par la veuve de Mao, pour instaurer une politique économique en comparaison de laquelle les réformes Liberman relevaient du marxisme le plus orthodoxe !

La sortie de la période stalinienne s'est donc globalement effectuée de manière chaotique et catastrophique et le conseil léniniste d'assimiler de manière critique l'héritage historique ne fut pas plus respecté à la mort de Staline que ne fut respecté son « testament » politique à la mort de Lénine³. Ce n'est pas qu'une profonde rectification léniniste ne s'imposât à la mort de Joseph Staline : en effet, il n'y a rien en soi d'hérétique à tirer le bilan critique et contrasté de la grandiose et tragique période stalinienne : celle-ci vit à la fois les rapports de production socialistes se consolider en Russie (collectivisation des terres), le défaitisme pseudo-révolutionnaire de Trotski et son introuvable « révolution permanente » subir la défaite, l'invincible Wehrmacht exploser à Stalingrad devant l'Armée rouge, le camp socialiste émerger à l'échelle mondiale, la décolonisation prendre son essor planétaire dans la foulée d'Octobre 17... ET le dogmatisme le plus effarant, le culte délirant de la personnalité, l'arbitraire policier, le règlement répressif des contradictions dans le parti, le monolithisme aveugle et le suivisme religieux, l'étouffement de la démocratie prédominer dans le parti et les soviets au risque de dépolitiser en profondeur la classe ouvrière et les partis communistes au pouvoir : car « *la contradiction est la racine de tout mouvement* » (Hegel).

Lénine et Staline, retour sur un testament sans héritage

Déjà Lénine, gravement malade, blessé et âgé, avait tenté de « rectifier le tir » peu avant de mourir en demandant dans son célèbre « Testament » que le trop brutal Staline (politiquement accusé au surplus par Lénine de se comporter en « argousin grand-russe » envers les nationalités non russes) soit évincé du poste de secrétaire général ; Lénine proposait aussi que l'accent fût mis sur la « coopération » agricole plutôt que sur la collectivisation forcée, que l'industrialisation du pays se fît aux frais du dégraissage de l'appareil d'Etat administratif et non aux frais des paysans ; il demandait que l'Inspection ouvrière et paysanne fût mise en place en tant que contre-pouvoir pour contrôler l'Etat et le parti unique ; contre toute russification, il prônait aussi la plus grande souplesse dans les relations entre Républiques fédérées de l'URSS ; pour compenser les distorsions politiques imposées à l'URSS par le projet incontournable d'édifier « le socialisme en un seul pays » (c'est-à-dire en étant tragiquement coupée, par l'écrasement du spartakisme allemand, de la production occidentale de pointe, du prolétariat occidental avec à la clé un éprouvant effort de défense grevant lourdement l'Etat soviétique), il appelait au développement de l'Internationale communiste, à l'entrée massive d'ouvriers à la production dans le Comité central bolchevik ; il militait, en un tout autre sens que Mao (il combatta les gauchistes du « Proletkult » qui avec Bogdanov, rejetaient puérilement les « vieilleries » du patrimoine culturel national au profit d'une « culture prolétarienne » de pacotille : Lénine prônait au contraire une authentique révolution culturelle élevant massivement le niveau scolaire, technique, scientifique et politique du pays des Soviets. Bref redisons-le, il n'y a rien d'iconoclaste en soi pour un léniniste à critiquer les graves étroitesse et les impasses de la période stalinienne : à condition de procéder de manière constructive, prudente, responsable et COMMUNISTE, à condition de refuser toute criminalisation de la première expérience *socialiste* de l'histoire, à condition d'avoir en vue, non le « consensus » électoral avec les aboyeurs

possible par l'énorme pression militaire des Etats-Unis et par la seconde guerre froide dirigée par Reagan, qui préparait ouvertement une guerre nucléaire contre l'URSS ; et elle s'est conclue par des milliers de morts, des députés russes abattus dans le Soviet de Moscou aux milliers de morts de la « révolution » roumaine, des guerres civiles contre-révolutionnaires du Caucase, et de la guerre de Yougoslavie. Ne parlons même pas de ce qui se prépare militairement contre la République de Cuba et contre la République populaire de Corée.

³ J'ai examiné la question de l'héritage communiste du communisme dans un numéro spécial de la revue « EtincelleS » intitulé « notre héritage n'est précédé d'aucun testament » (formule de René Char).

antisoviétiques, mais les intérêts d'avenir du socialisme ; à condition d'éviter à la fois l'affadissement révisionniste du marxisme et l'idéalisation dogmatique du passé ; à condition également de reconnaître AUCUN, sans complexe ni auto-flagellation (mais au contraire avec gratitude et fierté), les immenses réalisations d'avant-garde du peuple soviétique sous la direction de Joseph Staline ; à condition enfin de comprendre que les graves distorsions du socialisme et de la démocratie socialiste qui se produisirent alors ne furent pas le produit du « système », ni du « modèle bolchevik », ni de la « méchanceté » de Staline, mais qu'elles se développèrent dans des *conditions concrètes objectivement effroyables* : Russie ruinée par la guerre impérialiste, la guerre civile et l'intervention étrangère, montée du fascisme en Europe et au Japon, puis guerre froide, « équilibre au bord du gouffre » et course aux armes nucléaires imposée sans relâche par Washington, y compris pendant les période de « détente » (il n'y eut jamais de traité de désarmement soviéto-américain, même durant les années 70, seulement des traités de « limitation » de la course aux armements).

Pourtant ce n'est pas cette ligne de rectification léniniste qui prévalut dans l'analyse de la période dite stalinienne et à l'exception de quelques théoriciens comme Michel Verret⁴, l'analyse matérialiste et dialectique céda le pas à un mouvement double et symétrique de nihilisme culpabilisé et d'idéalisation sans retenue ; ainsi le mouvement communiste se scinda-t-il durablement entre ceux qui « rejetaient le bébé avec l'eau sale du bain » (révisionnisme de droite) et qui, derrière l'anti-stalinisme cachaient de moins en moins l'anticommunisme, et ceux qui (gauchisme) idéalisaient en bloc le passé, gardaient l'eau sale, ou plutôt l'enivrant vin de messe du dogmatisme, sans se soucier de l'avenir du bébé socialiste: terrifiant gâchis historique car la division du Mouvement communiste et du camp socialiste en staliniens maoïstes, accaparant l'épithète de « marxistes-léninistes » et « anti »-staliniens combattant ce même marxisme-léninisme, a immensément facilité la contre-attaque impérialiste, avec à l'arrivée, la démolition des acquis de Stalingrad et de la Révolution d'Octobre.

Nous avons tenté par ailleurs (nous n'avons pas été les seuls, heureusement !) d'indiquer à grands traits comment il eût été possible de sortir « par le haut » de la crise de la déstalinisation⁵. Mais qu'en est-il, expérience faite et recul historique aidant, de la polémique historique entre tenants de la « voie pacifique » et tenants de la « voie armée » qui divisa tant les communistes des années 60/70 ?

Stérilité historique et dérives opportunistes de la « voie pacifique »

Nulle part, en un demi-siècle, la « voie pacifique » n'a accouché d'une société socialiste. L'expérience la plus significative, celle de *l'Unité populaire chilienne*, s'est soldée par un immense bain de sang, les communistes, gauchistes et socialistes chiliens ayant alors été livrés sans défense aux fascistes de Pinochet commandité par Kissinger.

En France, la prétendue « avancée pas à pas au socialisme », qui devait trouver un début de concrétisation avec la participation de ministres communistes au gouvernement Mitterrand-Mauroy des années 81/84, s'est traduite par une saisissante inversion de circuits : le PCF s'est discrédité auprès des masses ouvrières déçues, le PS mitterrandien s'est ouvertement tourné vers la « construction européenne » néo-libérale, avec une politique orientée vers le « franc fort » (père de l'euro), le chômage de masse, la précarisation du travail et l'austérité salariale : recul pas à pas, en attendant la « rupture » sarko-royale, du capitalisme « bridé » de l'après-guerre vers le flamboyant néolibéralisme actuel. Ainsi « l'exception française » née du tête-à-tête gaullo-communiste des Trente Glorieuses se meurt-elle sous nos yeux, tandis que les sociétés capitalistes tempérées de social-réformisme du nord de l'Europe agonisent maintenant que les pays socialistes de l'Est sont annexés à l'Union européenne et que les capitalistes occidentaux n'ont plus en face d'eux la moindre alternative sociétale réelle.

Nulle part, le capitalisme n'a accepté une transition démocratique, « pluraliste », à une société ne serait-ce que teintée de socialisme : le Nicaragua sandiniste, qui laissait subsister une forte opposition légale de droite derrière Violetta Chamoro, a été balayé par un terrorisme contre-révolutionnaire notoirement payé et planifié par Washington. Si sympathique qu'il soit au regard de celui qui l'a précédé, le régime du Brésilien Lula n'améliore qu'à la marge le sort des plus défavorisés et il ne tient que parce que sur l'essentiel, le gouvernement du PT suit à la lettre les instructions du FMI en dynamitant les retraites des fonctionnaires brésiliens et en démontant pièce à pièce le secteur public et nationalisé.

Le cas Chavez, une exception qui confirme la règle ?

Reste le cas du Venezuela d'Hugo Chavez où se dessine une marche pacifique au socialisme, en apparence sans dictature du prolétariat, sans atteinte au pluralisme démocratique et sans utilisation de la violence et de la répression contre l'opposition de droite. Il se peut cependant qu'il y ait beaucoup d'illusion dans cette vision idyllique d'un Venezuela qui fait rêver une partie des anti-impérialistes enfin en capacité de brandir un modèle de transition échappant aux dures lois de la révolution dégagées naguère par le marxisme-léninisme « orthodoxe ».

⁴ Voir l'admirable *Théorie et politique* de Michel Verret, qui analysait de manière matérialiste le « culte de la personnalité ».

⁵ in « Mondialisation capitaliste et projet communiste », Temps des cerises, partie III, « pour une analyse révolutionnaire de la contre-révolution ». Voir aussi mon article dans « Octobre 1917, causes, impact, prolongements », cahiers d'Espaces Marx.

D'une part, le processus de transition au socialisme n'en est qu'à ses débuts au Venezuela : et déjà il a connu un heurt très violent puisque la « contra », grossièrement appuyée par Bush, a tenté par un putsch de débarquer Chavez en lui substituant le président du patronat vénézuélien : il a fallu que des millions d'habitants de Caracas descendent dans les rues, et aussi que la partie loyale de l'armée montre les dents pour que l'ordre constitutionnel soit rétabli. Certes Chavez n'a pas liquidé l'opposition et la presse réactionnaire, qui ne se gênent pas pour appeler quotidiennement au meurtre et à la guerre civile ; mais Chavez dispose d'une arme peu commune qui permet POUR LE MOMENT au Venezuela bolivarien de différer la « lutte finale », de faire mûrir en douceur l'idée du socialisme, de *préparer* les masses au socialisme en développant la démocratie participative, de construire « en bas » les organes d'un futur pouvoir prolétarien et populaire : cette arme, sur laquelle les révolutionnaires d'hier et de demain n'ont pu et ne pourront compter sauf cas très particulier, c'est l'argent du pétrole, qui permet au gouvernement vénézuélien d'éluder et de différer (intelligemment) le choc final avec la grande bourgeoisie en investissant massivement sur le développement populaire SANS exproprier la grande bourgeoisie, sans taxer trop lourdement la moyenne bourgeoisie, sans démonter pour l'essentiel le vieil appareil d'Etat bourgeois ; s'instaure ainsi un *double Venezuela* dont la coexistence ne sera pas, nous le parions sans risque, éternellement pacifique ; ne serait-ce que si les cours du pétrole finissent pas baisser ou si Washington réunit les conditions politico-militaires lui permettant d'intervenir militairement avec succès pour empêcher le virus chaviste de « contaminer » toute l'Amérique latine !

Tôt ou tard, le choix sera donc posé : *qui l'emportera à Caracas du capitalisme ou du socialisme, de la bourgeoisie ou du prolétariat ?* Et alors la nécessité d'une conquête plénière du pouvoir (qui, par nature ne se partage pas... ou qui disparaît en tant que pouvoir, en tant que dictature d'une classe sur une autre, s'il se partage...) et la *question de la dictature du prolétariat et de ses alliés se fera jour au Venezuela sous une forme que l'on peut espérer la plus démocratique et la plus « pluraliste », mais surtout la plus efficace possible.* Chavez en est si conscient qu'il s'efforce de construire l'équivalent d'un parti révolutionnaire de masse, et surtout, qu'il importe massivement et à juste titre des ARMES pour dissuader l'ennemi de classe et, à défaut de le dissuader, pour le combattre et le vaincre le moment venu ! Nul ne peut non plus oublier, et c'est tout à l'honneur de Chavez, que le président vénézuélien écoute les conseils avisés du « sage » latino-américain de la Révolution : Fidel Castro, si bien que ne fait même pas défaut à l'expérience vénézuélienne, si l'on y regarde de près, l'apport d'une théorie révolutionnaire qui n'a pas besoin d'être directement élaborée à Caracas pour porter tous les espoirs « *indigènes* » de *nuestra America*, comme disaient Bolivar, Marti et le Che ! Il n'y a donc pas d'« exception vénézuélienne », pas d'entorse aux lois objectives de la révolution étudiées par Marx et Lénine... sinon de celles qui confirment la règle : les prémices de guerre civile qui menacent actuellement la Bolivie d'Evo Morales à l'initiative de la réaction bolivienne, et qui l'obligent à manœuvrer à vue sur la nationalisation des hydrocarbures, le montrent de manière angoissante...

De la « voie pacifique » à la liquidation du PCF en passant par « l'eurocommunisme »

Plus gravement encore, c'est sous couvert de conformer toute leur politique et toute leur *théorie* à la « voie pacifique » que les PC eurocommunistes de l'Ouest se sont tous, soit « mutés » (gardant formellement leur nom mais abandonnant tout ce qui fixait la différence entre communisme et social-démocratie), soit carrément liquidés, comme en Italie. Pour ce qui est du PCF, c'est au congrès de rupture de 1976 (abandon de la dictature du prolétariat pour la « voie démocratique au socialisme ») que le Parti a renoncé à « avoir deux fers au feu » et qu'il a définitivement abandonné la *possibilité même* d'une voie armée au socialisme. Dans ces conditions, il est clair qu'il ne reste plus au parti qu'à faire tout et n'importe quoi pour gagner à tout prix les élections. Aragon, Garaudy et Kanapa, qui furent les grands prêtres français du culte stalinien dans les années 50, se muèrent alors en anti-stalinistes acharnés selon le bon vieux principe religieux illustré naguère par St-Paul « *brûle ce que tu as adoré* » ! Ainsi Aragon proclame-t-il avec une naïveté désarmante devant l'historique Comité central d'Argenteuil de 1966, tournant majeur dans la consolidation du nouveau cours droitier : *il faut tout faire pour mettre la théorie du parti en adéquation avec sa politique d'union à tout prix avec le PS, y compris s'il le faut réviser la théorie marxiste et l'aligner sur les exigences électorales (« avec la baisse de la majorité de De Gaulle et le fait qu'il n'y ait plus qu'un écart de 6% entre l'un et l'autre (Mitterrand, NDLR), nous avons la perspective, que nous avons maintenant, et qui n'est pas une perspective philosophique ni même réellement lointaine de rassembler-, espérons-le-, pour les élections législatives, une majorité pour la gauche.. Cette question n'est pas une question philosophique et pour moi elle commande les questions philosophiques et non pas l'inverse », in « Aragon et le Comité central d'Argenteuil », p. 136/137, Annales de la Société des Amis d'Aragon et d'Elsa Triolet, 2000) !*

A aucun moment Aragon ne pose la question de la nature de classe du PS, des buts stratégiques de Mitterrand, du contenu de classe du changement, de la différence entre PCF et Fédération de la Gauche...). Bref, c'est Mitterrand, alors grande vedette des « journées du dialogue » organisées par Garaudy, qui prenait le dessus au sein même du PCF par l'intermédiaire de ses intellectuels les plus prestigieux, et cela au nom des « voies pacifiques au socialisme » manifestement rabattues sur l'électoratisme le plus naïf ! Or, conformer ses idéaux et sa théorie aux besoins immédiats et aux succès électoraux les plus éphémères, c'est l'essence même de *l'opportunisme* et on en voit aujourd'hui les jolis résultats : non seulement le peuple de France est au désespoir, non seulement la perspec-

tive d'un changement est devenue presque invisible, mais le PCF qui a suivi à la lettre tous les conseils électoralistes d'Aragon est aux portes de la disparition électorale et de la liquidation organisationnelle !

Certes cette absolutisation de la voie pacifique n'était nullement prescrite par l'adaptation du PCF aux thèses khrouchtchéviennes, et au début, cette orientation était encore passablement équilibrée par l'idée qu'une voie armée restait toujours possible, au moins en principe (même si le PCF n'a jamais RIEN fait à ma connaissance pendant ces années pour s'y préparer AUSSI !); la voie armée restait, si j'ose dire, « en réserve de la révolution », et cela n'était pas rien : comme la mention persistante de la dictature du prolétariat dans les statuts du parti, cela suffisait à garder au PCF un aspect inquiétant *en puissance* pour la bourgeoisie... et attirant pour le prolétariat et la jeunesse révolutionnaire. Au demeurant, c'est Lénine lui-même qui, entre février et novembre 1917 avait insisté sur la possibilité (« extrêmement rare » ajoutait-il, montrant par là qu'il ne pouvait s'agir d'une ligne stratégique, encore moins d'un « principe politique ») de passer au socialisme sans révolution violente : il eût suffi alors que la majorité des soviets, qui se réclamait du socialisme (SR, bolcheviks, mencheviks, travaillistes...) prenne le pouvoir et les bolcheviks, quoique minoritaires au début du processus, se fussent engagés à soutenir de manière critique le processus pacifique de rupture avec le capitalisme. Mais les khrouchtchéviens de l'époque oublièrent de dire en général que, dans le même temps, le parti bolchevik gardait bel et bien « deux fers au feu » et qu'il continuait à armer les masses, la révolution russe de février 1917 ayant spontanément abouti à mettre en place un « double pouvoir », à faire émerger des Soviets ouvriers et paysans disposant d'une force armée puisqu'une part majeure de l'armée était passée avec ses fusils et ses cuirassés du côté du peuple !

Les théories de la « voie pacifique » ont perdu chemin faisant leur principal argument

On ne peut donc que constater la totale stérilité jusqu'à ce jour des théories prônant la « voie pacifique ». Certes, dira-t-on, mais on ne peut insulter l'avenir et il ne serait pas scientifique de déduire « ce qui fut sera ». Je l'accorde en principe, bien qu'il ne soit guère *probable* que ce qui n'a pas marché pendant cinquante ans se mette soudainement à marcher demain (TOUTES les révolutions sociales depuis la Commune ont été au moins en partie violentes : Russie, révolution spartakiste, démocraties populaires de l'après-guerre rendues possibles par la défaite militaire de Hitler, révolution chinoise, révolution cubaine, victoire du Vietnam socialiste, révolutions nationales en Egypte, Algérie, Ethiopie, et même la « révolution des Œillets au Portugal, qui sortit tout droit de la révolte militaire du « Mouvement des Forces Armées »); mais je fais observer à tous ceux qui sont capables de raisonner et de plier devant une démonstration que *les raisons qui motivaient hier, à la rigueur, la possibilité formelle d'un passage pacifique au socialisme, se sont éteintes depuis longtemps*. Dès 1946, dans sa très controversée interview au « Times », Maurice Thorez (précurseur de la « voie pacifique ») motivait son idée d'une transition pacifique, « à la française », au socialisme (comme si la France n'était pas tout autant que l'URSS le pays des conflits aigus et armés entre les classes sociales...) par la *nouvelle puissance du camp socialiste* qui rendrait plus difficiles les interventions impérialistes contre un pays s'orientant vers le socialisme. Khrouchtchev au 20^{ème} congrès du PCUS, Marchais au 20^{ème} congrès du PCF, reprenaient cet argument géopolitique reposant sur la puissance du camp socialiste. Si les dirigeants du PCF avaient la moindre mémoire et la moindre conscience théorique au lieu de naviguer à vue sans mémoire, sans théorie et sans projet, ils seraient dès lors les premiers à contester la « voie pacifique » puisque... le camp socialiste n'existe plus, le capitalisme s'est re-mondialisé à la suite de la décomposition de l'URSS, la droite est à l'offensive comme jamais en France et au niveau mondial. Si le « rapport des forces de plus en plus favorable au socialisme » dont faisait état Khrouchtchev en 1956 s'est mué en rapport des forces de plus en plus favorable au Capital depuis le triomphe de la contre-révolution à l'Est, *il y a de moins en moins de bases objectives à la possibilité d'une révolution pacifique, faisant l'économie de toute violence armée*.

Pacifiée, la société capitaliste française et les sociétés capitalistes développées ?

Qui plus est le rapport des forces *politique et militaire* à l'intérieur de la France et de la plupart des pays capitalistes européens est bien plus dégradé qu'on ne croit. Sur le plan politique, nous en sommes à naviguer de Charybde en Scylla, avec des seconds tours présidentiels opposant la peste au choléra. Sur le plan militaire, l'armée de conscription a disparu. La grande bourgeoisie met en place, sans la moindre opposition du PCF et des révolutionnaires barbe-à-papesques de la LCR et de LO une armée professionnelle européenne. Le pouvoir réel est aujourd'hui national ET supranational et les grandes bourgeoisies se coordonnent pour mettre en place un Etat supranational européen de nature impériale, disposant des moyens d'écraser militairement les révoltes populaires : malgré la forte opposition des peuples (« non » des peuples français et hollandais à la constitution européenne en mai-juin 2005), AUCUNE force de gauche représentée au parlement et visible médiatiquement ne remet en question la sacro-sainte « construction européenne » d'un nouvel Empire du capital, véritable Sainte-Alliance des bourgeois européens contre leurs classes ouvrières respectives !

Pire, l'extrême droite monte à peu près partout en Europe. L'extrême droite, c'est-à-dire cette partie de la réaction qui est moralement prête à écraser dans le sang à tout moment le mouvement ouvrier. Plus encore, cette extrême droite « déteint » et fait école puisqu'une part croissante de la « droite civilisée » (sic) se fascise à vue d'œil, comme le montre le cas de Sarkozy en France ou de Bush aux USA (à l'initiative duquel il est désormais légal de torturer un prisonnier suspect de « terrorisme » !) ou du « travailliste » Blair (n'importe quel étranger peut

désormais être emprisonné sans jugement et aussi longtemps que la police en décidera s'il est suspect de terrorisme !). Lois contre les immigrés, traque des « pré-délinquants » dès l'école maternelle, chasse aux syndicalistes rouges dans les usines et les services publics, quadrillage totalitaire des médias dont la campagne pour la constitution européenne a donné un avant-goût, retour en force du cléricanisme religieux à l'école et dans les institutions, formation de la police à la lutte anti-émeutes, violations systématiquement impunies du code du travail par le patronat, condamnation à la chaîne des manifestants anti-CPE par la « justice », utilisation disproportionnée de l'état d'urgence contre les quartiers populaires en novembre-décembre 2005, recours à l'armée pour casser le conflit maritime de la SNCM à la même époque, brutalités policières à répétition, violation grossière de la séparation des pouvoirs par le ministre de la Police (qui est aussi le principal « présidentiable » de la bourgeoisie), lequel se permet de donner des instructions aux juges, nomination d'un procureur de la République qui n'est autre que le chef de cabinet... du ministre de la Justice, mépris de fer du pouvoir UMP pour tous les scrutins qui l'ont désavoué massivement (régionales, européennes, constitution européenne, référendums en Corse et aux Antilles...), passage en force du pouvoir UMP sur Gaz de France malgré la promesse solennelle faite par le n°2 du gouvernement de ne JAMAIS privatiser l'énergie française... même si elle vit dans le cœur rouge du peuple travailleurs, *la république n'est plus qu'une effigie aux frontons des mairies, le régime se fascise à vue d'œil* (et il ne serait que trop facile de montrer qu'il en va de même en RFA, en Italie, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis...). Ne parlons même pas de l'écrasante domination de la classe capitaliste sur les médias, audiovisuel public et privé, grands journaux nationaux accaparés par les marchands d'armes, « gratuits » monopolisés par les groupes financiers du type Bolloré, etc.

L'arrière-plan de cette fascisation rampante est facile à mettre en évidence : c'est la *politique unique* de l'U.E., mise en musique tantôt par la droite tantôt par le PS, c'est la pensée unique totalitaire portée par les médias audiovisuels, les journaux gratuits, la « grande presse » nationale et locale possédée par Dassault, Rothschild, Bouygues, Pinault et Lagardère, une politique qu'il faut bien IMPOSER TOTALITAIREMENT puisque chaque fois qu'il le peut (grand mouvement social, scrutin...), le peuple lui dit NON par tous les moyens disponibles. Si demain Sarkozy (ou sa doublure sauvage, Le Pen, ou son ombre gracieuse, Royal...) arrivent au pouvoir, comment imposeront-ils la casse des régimes spéciaux de retraites (EDF, RATP, SNCF, GDF), la démolition du statut de la fonction publique, la fin de la carte scolaire, l'intégration forcée de la France à la constitution européenne, la fin du CDI pour le contrat unique précaire de l'UMP, l'interdiction de la grève dans les transports, sinon en marchant littéralement sur le ventre du peuple et de la jeunesse ? Et celui-ci se laissera-t-il faire éternellement ? Aux portes de la « rupture » thatchéro-berlusconienne voulue par Sarko et par le MEDEF (ou à sa variante soft, la rupture blairiste de Royal), notre peuple sera littéralement confronté à la question *être ou ne pas être*, car il en ira de TOUS ses acquis, de la République et en définitive, de l'existence même de la nation; Bref, les grands affrontements de classes entre peuple travailleur (ouvriers, salariés, cadres moyens, ingénieurs, enseignants et techniciens, lycéens et étudiants, mais aussi artisans, petits commerçants et paysans travailleurs) et grand capital maastrichtien sont pour demain. Déjà, avec son idéologue le plus clair et le plus fascinant, le cynique « historien » Jacques Marseille, la bourgeoisie sarkozyste pose *publiquement* la question : « **faudra-t-il que le sang coule pour que la France se réforme** » ? Et pour elle la réponse va de soi. Et pour nous ? Ce n'est jamais la classe dominée qui pose la question de la violence armée, et surtout pas pendant les périodes où c'est la classe dominante qui est à l'initiative du combat de classe le plus acharné contre les acquis concédés à la classe dominée à l'époque où celle-ci disposait d'un puissant parti communiste, combatif, organisé et marxiste-léniniste !

Le peuple de France ne tend pas la joue gauche !

Mais qu'on se rassure : le peuple travailleur, déjà brutalisé de mille manières par la politique du trio UMPS/MEDEF/UE, humilié par le mépris de fer de l'UMPS à l'égard du suffrage universel, meurtri par l'assassinat programmé de la nation, de sa souveraineté, de sa langue et de sa culture, dans une Europe et une mondialisation néo-libérales qu'il rejette de plus en plus, *ce peuple réagit de manière de moins en moins pacifique et prend de plus en plus des mesures d'autodéfense spontanée*, même s'il est vrai qu'on constate aussi de sa part une part croissante d'abattement et même de désespoir, tant il a été trahi et re-trahi. Mais l'essentiel n'est pas l'abattement : au printemps 2003 déjà, après le refus des confédérations syndicales d'œuvrer à la grève générale pour sauver les retraites, les jeunes enseignants en grève dure, aidés par d'autres salariés, avaient multiplié les « opérations coups de poing » contre les sièges du MEDEF, les permanences UMP, les hommes du pouvoir. A leur suite, les intermittents du spectacle spoliés par le MEDEF utilisèrent des méthodes analogues et quelque temps, les personnels d'EDF en firent autant. En novembre 2005, une masse de jeunes déshérités des banlieues a défoulé sa haine de manière sauvage et barbare en incendiant des milliers de voitures au hasard (ce qui pose avant tout le problème du manque d'avant-garde politique, de l'autodestruction du parti communiste qui a laissé ces quartiers sans aucune « boussole » politique : abandonnée à elle-même la partie la plus déclassée du prolétariat et du sous-prolétariat brûle des bus et des écoles maternelles et se retourne contre la partie organisée de la classe travailleuse au lieu d'attaquer le capital). De manière incomparablement plus consciente et politique, les jeunes lycéens et étudiants ont aussi utilisé la contre-violence de classe, notamment en organisant des « opérations coups de poing », des « mobilisations éclairs » et des piquets de grève (la grève c'est : « on ne passe pas, personne ne travaille ») en s'adossant à de puissantes AG démocratiques, prémices d'une véritable démocratie populaire de lutte. Disant cela nous n'invitons nullement les travailleurs et les jeunes à « partir la fleur

au fusil » se jeter sur les baïonnettes adverses ; nous observons une tendance historique, celle de la montée aux extrêmes dans une période d'intense guerre de classe qui ne pourra s'achever que par la défaite totale de l'un ou de l'autre camp, comme cela s'est produit en Angleterre après la terrible défaite essuyée par les mineurs en 1984 face à Thatcher. Quand une lutte est inévitable à *l'initiative de l'ennemi de classe*, ceux qui s'y dérobent, refusent de la voir venir et de s'y préparer sont sûrs de perdre ; ceux qui s'y préparent ont une chance de résister, de tenir et de gagner : « si tu ne partages pas le combat, prévenait Brecht, tu partageras la défaite ».

« Pacification » et social-traison

Il est vrai que la grande bourgeoisie peut encore miser sur les états-majors politiques et syndicaux de la fausse gauche pour stopper la violence populaire et... laisser aux dominants le monopole invisible (car non dénoncé, voire encensé par les médias) de la violence de classe. La « gauche plurielle », PCF, LO et LCR compris, a par exemple été incapable de rebondir après l'immense victoire du Non le 29 mai 2005. Qui, à part le PRCF, a-t-il appelé à organiser une grande manif nationale en juin pour exiger la sortie du traité de Maastricht, indirectement désavoué par les électeurs (son contenu n'était autre que la fameuse partie III de la constitution recalée !), la démission du président (Chirac a signé la constitution en notre nom et il n'a toujours pas retiré sa signature !) et la démission du grotesque parlement UMPS qui a voté à 92% la constitution refusée à 55% par le peuple que les députés sont censés « représenter » ! Après la chute du CPE, qu'ont fait les états-majors du « syndicalisme rassemblé » (derrière le jaune Chérèque) pour utiliser l'élan de la victoire en organisant une action de masse pour le retrait total de la loi Borloo, l'abrogation du CPE et de toutes les contre-réformes UMP ? La seule « sortie de crise », ce fut la négociation-bidon des syndicalistes avec des députés UMP potiches (le pitoyable Acoyer !) alors que Chirac, chef de l'exécutif, dictait ouvertement la nouvelle rédaction de la loi au législatif « indépendant en vertu de la séparation des pouvoirs » : grotesque comédie dans laquelle TOUS les états-majors se sont compromis en aidant le pouvoir à bafouer la constitution ! Et quelle action nationale de TOUS les syndicats pour tirer de prison les jeunes anti-CPE et les milliers de syndicalistes réprimés par le patronat dans les usines parce qu'ils osent encore défendre les intérêts des travailleurs au lieu de suivre docilement les Thibault, Aschieri, Mailly et Cie (Chérèque ne vaudrait même pas la peine d'être nommé) qui rabattent le syndicalisme de lutte français dans les rets de la Confédération Européenne des Syndicats et de l'Internationale syndicale jaune constituée le 30 octobre par la fusion du « syndicalisme » CISL (fils de la CIA) et du « syndicalisme » chrétien, piloté pendant cinquante ans par le Vatican ! Jusqu'à quand les salariés français, qui contrairement aux permanents syndicaux nationaux, ont tout à perdre pour eux et leurs enfants dans ces manigances, suivront-ils de tels guides ? Jusqu'à quand la révolte ne frappera-t-elle pas les leaders syndicaux eux-mêmes, comme en décembre 95, lorsque Notat, véritable initiatrice du plan Juppé, dut être protégée contre les manifestants de son propre syndicat, par les membres de son Service d'ordre ?

Ne pas absolutiser les moyens nécessaires pour passer au socialisme

Cela signifie-t-il pour autant qu'il faille passer d'un extrême à l'autre en absolutisant la voie armée ? Celle-ci, nous l'avons vu, a des succès historiques de premier plan à son actif. Sans triompher totalement, les FARC de Colombie tiennent tête victorieusement depuis 30 ans et même, elles administrent de manière avisée un large territoire en Colombie. La guérilla maoïste du Népal a fini par déstabiliser le pouvoir royal vermoulu de Katmandou en ouvrant la voie à une transition démocratique dont l'avenir n'est pas écrit. Les grandes luttes qui s'annoncent au Mexique entre la gauche populaire et le pouvoir pro-US ont été préparées par les révoltes armées du Chiapas (même si leur porte-parole, le « sous-commandant Marcos », les a passablement stérilisées en leur interdisant d'engager la lutte pour le pouvoir central), et maintenant par la lutte armée des prolétaires urbains et paysans de Oaxaca. En même temps, l'absolutisation de cette lutte ne s'est pas non plus révélée une panacée ; elle a même parfois tourné au cauchemar ; non seulement le Sentier lumineux n'a pas donné la victoire au peuple péruvien mais il a laissé de très mauvais souvenirs à nombre de paysans et il a creusé le lit de la réaction fasciste ; ne parlons pas du pouvoir sanguinaire de Pol Pot qui a poussé jusqu'à l'absurde le principe insoutenable que « la fin justifie les moyens ». En Italie, les desperados des « Brigades rouges » ont en réalité facilité la social-démocratisation du PCI et la liquidation du régime parlementaire au profit du régime semi-bonapartiste actuel, elles se sont inscrites en réalité dans la « stratégie de la tension » voulue par Washington et la Démocratie chrétienne pour faire pièce à l'influence de masse, si confuse qu'elle fût idéologiquement, de feu le parti communiste italien.

Bien qu'il soit probable, dans les conditions actuelles, qu'une voie purement pacifique ne soit plus qu'une vue de l'esprit pour une longue période, il faut d'abord poser la question en termes de principes, en général. Or, politiquement, ce qui est le plus probable⁶, c'est une combinaison des deux voies, des deux méthodes, l'une prenant temporairement le dessus sur l'autre selon les circonstances et le rapport des forces *pourvu que l'objectif ne soit jamais perdu de vue en théorie comme en pratique : la révolution socialiste, la conquête du pouvoir d'Etat par la classe dominée, l'armement du peuple et le désarmement de la réaction, la défense résolue des transformations*

⁶ Je n'envisage pas ici la question proprement philosophique de la légitimité de la violence dans certaines conditions et certaines limites données. J'ai traité entre autres de cette question dans « Matérialisme et exterminisme », un gros manuscrit qui n'a jamais été édité.

sociales (la dictature du prolétariat au sens étroit), la mobilisation et l'offensive permanentes du peuple dans des formes ajustées aux étapes et aux degrés de l'affrontement de classes.

La question de la violence dans les affrontements de classes actuels

Pour être concrets, examinons la situation française à moyen terme (à court terme nous sommes sur la défensive et la question n°1 qui nous est posée est la résistance... mais la résistance ne va pas loin si on ne croit pas à une alternative !). La question n'est nullement, comme on pouvait l'envisager schématiquement sur les campus des années 70, « victoire électorale de la gauche avec un bon contenu » ou « lutte armée ». D'abord parce que la « gauche » aujourd'hui, c'est le PS et la social-eurocratie tenue par mille fils par l'Union européenne et son pilier « gauche » le PS européen (qui copilote la commission de Bruxelles, le parlement européen et qui préside l'OMC, excusez du peu, par l'entremise du « socialiste » français Lamy) et que ce Parti, non seulement ne tend pas vers la gauche (quoi de commun entre Hollande et Allende, Strauss-Kahn et Jaurès ?), mais dérive rapidement vers le centre-droit et le blairisme comme l'atteste le succès de la très réactionnaire Royal. Ensuite parce que même la petite gauche « antilibérale », PCF inclus, ne remet pas en question l'appartenance de la France au traité de Maastricht, sanctifie la « construction européenne », élude la question de l'OTAN et de l'armée européenne, accepte l'euro, et surtout, ne remet pas en cause la propriété privée des grands moyens de production. Quant à la voie armée aujourd'hui, la conseiller *ex abrupto* (cette expression latine importe) signifierait dans les rapports de forces actuels, non seulement envoyer à la mort ou au cachot à perpétuité les malheureux qui s'y lanceraient les premiers en affrontant un appareil d'Etat plus puissant et agressif que jamais, mais aider les gouvernants à fasciser l'Etat et les institutions en invoquant la « sécurité publique » et la « paix ».

D'abord, la stratégie révolutionnaire

En réalité, la question qui nous est posée est celle de rassembler un large *Front de Résistance et d'Alternative Populaire* (FRAP) regroupant autour des travailleurs salariés et de la jeunesse précarisée, l'ensemble des victimes du grand capital maastrichtien, y compris une part des « couches moyennes » salariées et non salariées opprimées et vouées à la ruine par le grand capital et son Europe. Cela n'a rien à voir avec le simple regroupement, cher à Mme Buffet, de la « gauche » contre la « droite ». Potentiellement, ce bloc social anti-Maastricht, progressiste et républicain est largement majoritaire comme on l'a entrevu le 29 mai (potentiellement, parce qu'il y a aussi des voix fascistes parmi les électeurs du non) et aussi dans la lutte contre le CPE, même si les contours des deux blocs (le premier était infecté par la droite nationaliste mais délesté de la social-démocratie européiste, le second réinvesti par la gauche européiste mais délesté de la droite fascisante) ne coïncident pas encore. Pour les faire coïncider sur des bases progressistes, il faut des *conditions idéologiques* : l'alliance du drapeau rouge frappé de la faucille et du marteau (« l'Internationale », la lutte mondiale du prolétariat contre l'exploitation capitaliste) et du drapeau tricolore frappé du bonnet phrygien (le patriotisme républicain et laïque) ; car ce qui stérilise aujourd'hui la « petite gauche anti-libérale » dominée par le trotskisme et l'altermondialisme (le PCF n'a plus d'assiette idéologique propre), c'est son incapacité congénitale à défendre la nation et la république laïque et son ancrage social-impérialiste dans la « construction européenne » qu'il faudrait, illusoirement, « réorienter dans un sens progressiste ». De la sorte on laisse à Le Pen, Sarkozy, De Villiers et même, Royal, le drapeau tricolore de la Révolution française, de l'indépendance nationale et de la République auquel pourtant les ouvriers et paysans sont très fortement et très légitimement attachés. A l'inverse, les « républicains » qui défendent abstraitement « la » nation et « la » république sont incapables de porter les aspirations progressistes et sociales des exploités et ils ne parviennent pas à se dégager (la grande bourgeoisie étant massivement antinationale et méprisant copieusement « l'exception française ») de l'emprise de la droite européiste... ou du nationalisme fasciste.

Sur le plan politique, c'est un programme de rupture avec l'U.E., de reconstitution du secteur public d'Etat, de ré-industrialisation planifiée du pays, de relance et d'élargissement des acquis de 1945, de nouveaux traités internationaux progressistes et dépassant l'aire européenne, de démocratisation en profondeur du pays qui doit être proposé. ET pour cela, non par nostalgie du « grand PCF » mais parce qu'il n'y a pas sans cela d'acteur prolétarien de masse, par d'avant-garde populaire porteuse des deux drapeaux, il faut aussi reconstituer un vrai parti communiste totalement émancipé de la social-démocratie.

Rassemblement populaire majoritaire ne signifie pas promenade parlementaire

Seulement, dire que le FRAP est potentiellement très majoritaire, cela ne peut nous conduire à retomber dans les erreurs qui furent celles du PCF des années 70 ; constatant que les défenseurs attirés des grands monopoles capitalistes n'étaient qu'une poussière humaine face aux « couches antimonopolistes » défendues par le programme commun PC/PS, le PCF en déduisait l'inutilité de la dictature du prolétariat : pas besoin de prendre un marteau-pilon pour écraser une mouche ! Quant au pluralisme politique, on avait la certitude de le défendre à 100% 'contre le méchant « modèle soviétique », puisqu'il suffirait d'interdire les fascistes et que l'on pourrait garantir la liberté politique à tous ceux qui respecteraient la loi socialiste et démocratiquement votée. Quelle bluette ridicule ! En réalité, cette répartition simpliste ignore plusieurs réalités politiquement décisives :

- a) spontanément, dans toute société divisée en classe sociales, « *les pensées dominantes sont les pensées de la classe dominante* » (Marx-Engels) ; bref une bonne partie des membres de la classe dominée ne se reconnaît pas spontanément dans les partis qui luttent pour elles ; beaucoup d'esclaves inconscient, abrutis par leur éducation et aujourd'hui, par les médias, défendent leurs maîtres ; alors que très peu de « maîtres » se tromperont de camp aux moments décisifs ! Si Marat et Robespierre n'avaient eu à combattre que quelques milliers d'aristocrates, et non des centaines de milliers de paysans vendéens, ils n'auraient jamais dû recourir à la Terreur !
- b) l'appareil d'Etat bourgeois n'est pas neutre ; il est lié par mille liens (on l'a vu avec Pinochet que les réformistes chiliens présentaient comme un pur « militaire professionnel respectueux des lois ») à la classe dominante et il la défendra, d'autant plus facilement qu'il n'y a plus d'appelé du contingent dans les armées ;
- c) les partis « civilisés » de la bourgeoisie se fascisent rapidement en période de crise ; au Chili, le démocrate-chrétien Eduardo Frei est devenu rapidement un soutien de Pinochet avant de s'écarter de lui quand la dictature militaire est devenue encombrante en raison de son image internationale épouvantable ; or tout le monde voit bien aujourd'hui que l'UMP se fascise, se le-pénise à vue d'œil, à commencer par son président, le mini-bonaparte Sarkozy; quant à la social-démocratie, même s'il ne faut jamais commettre l'erreur de rejeter ses militants en masse, elle suit spontanément le mouvement de fascisation (Royal rivalise avec Sarkozy sur tous les thèmes sécuritaires, policiers, anti-jeunes, anti-syndicaux, etc. ; la SD ne devient antifasciste que si le mouvement populaire l'y force ;
- d) la structure économique des grands pays capitalistes est extrêmement déformée par la désindustrialisation et par la montée en flèche du parasitisme financier ; déjà Lénine montrait dans « l'Impérialisme stade suprême du capitalisme » (1915) que le capitalisme monopoliste, dont l'activité centrale est l'exportation de capitaux et l'accumulation du surprofit impérialiste, signifie l'exportation des activités productives et la montée en flèche du parasitisme : secteur financier et services non productifs socialement rendus aux classes privilégiées ; y compris parmi les salariés, une bonne partie des « bobos » (publicitaires, financiers, communicateurs, médiocrates, etc.) est objectivement dépendante du grand capital, d'autant qu'une bonne partie des cadres supérieurs et la partie la plus élevée des « cadres moyens » « capitalise » et a des actions, ce qui la lie financièrement et idéologiquement au grand capital : on le voit vite dans une salle des profs !
- e) qu'on le veuille ou non, toute révolution, si démocratique qu'elle soit, apporte des perturbations, des problèmes d'approvisionnement, des ruptures d'habitude, des modifications du « statut » social des individus, etc. ; car on ne peut passer de manière totalement ordonnée et prévisible d'une structure à une autre (or la révolution est transtructuration) ; fatalement des gens, y compris des petites gens sont « perturbés » par la révolution et aspirent à « l'ordre » ;
- f) c'est encore plus vrai à notre époque où nombre de gens, y compris d' « en bas » sont aliénés, hébétés par la consommation la plus creuse, la « gadgetisation de la vie », l'infantilisme débile du « capitalisme de la séduction » comme dit S. Clouscard ;
- g) il faut s'attendre à une intervention coordonnée de l'Europe capitaliste contre les salariés en grève, y compris avec utilisation de l'armée européenne, si un jour la France est bloquée par les travailleurs du transport ; la France est un carrefour routier, ferroviaire, maritime, la grève générale dans un pays qui n'a plus de très grosses usines (aciéries, mines, textile...) passe par l'union des cheminots, des tramotins, des salariés de la route, des salariés de l'aéroportuaire, les dockers, les marins, etc. ; il faudrait être naïf pour croire que les Blair, Seillère (UNICE), Merkel, etc. laisseront faire ! Déjà sous Jospin, Blair avait menacé la France si le fret routier n'était pas « libéré » ! En même temps, la contre-violence des salariés pourrait prendre appui sur la fierté nationale : dehors l'armée d'occupation de Blair et de Merkel !

Pour toutes ces raisons, dans un grand pays impérialiste comme la France (déclinant sur la scène internationale et en crise grave au niveau national), il ne faut certainement pas s'attendre à ce que la voie du socialisme soit pavée de roses ; il ne faut pas pour autant se détourner peureusement du socialisme car ce qui nous est proposé, ce n'est pas de « pantoufler » dans un capitalisme pépère, type « trente Glorieuses », ou courir l'aventure de la révolution : c'est de lutter pour la révolution, avec une chance de gagner et au minimum de garder ou d'élargir nos acquis (« les réformes sont une retombée de la lutte révolutionnaire », Lénine), ou de courir l'aventure dégradante de la « rupture » thatcherienne, ses humiliations sans nombre pour les salariés, sa violence destructrice au quotidien avec, de toutes façons des bouffées de violence contre-révolutionnaires et des bouffées de violences désespérées, type « novembre 2005 ».

Retour sur l'expérience des luttes

Concrètement, *comment le problème de la violence se pose-t-il en France si l'on part de l'expérience politique et sociale des dix dernières années ?*

Le cœur du FRAP, c'est le « tous ensemble » des travailleurs salariés et de la jeunesse, c'est la construction de la grève générale et celle-ci est impensable sans la généralisation des blocages de routes, des piquets de grève, du « zonage » tels que le pratiquent les syndicalistes belges (notamment le blocage de camions, tant le transport routier constitue un secteur névralgique de la production capitaliste européenne à flux tendu dont la France est un carrefour

incontournable. Ce n'est pas autour de commandos groupusculaires du type « action directe » que pourra se construire la contre-violence révolutionnaire car la violence, pour des communistes, ne peut pas être le substitut de la lutte démocratique de masse (nous ne sommes pas des blanquistes, des partisans des « minorités agissantes ») mais un moyen de relancer le mouvement de masse, de le défendre, de lui donner confiance, de désarticuler les forces adverses en semant le doute sur leur invincibilité. La question est alors de *construire des services d'ordre disciplinés*, dissuasifs autant que possible, de *faire monter le niveau qualitatif des manifestations de travailleurs* (qui doivent de moins en moins être des promenades « festives » et plus ou moins infantiles : il est débilitant de voir des quadragénaires taper sur des tambours sur des airs de rumba pendant des kilomètres alors qu'ils manifestent pour sauver le remboursement des médicaments ou le droit à prendre une retraite décente ! il faut que les révolutionnaire réapprennent à scander des slogans forts et offensifs, à interpeller les passants, etc. ; je ne développe pas).

La question politique est de mettre en place des *AG souveraines*, coordonnées entre elles inter-professionnellement, par zone d'activité, ville, département, nation et même si possible internationalement et de faire respecter dans l'entreprise, le vote majoritaire : « on ne passe pas ! ». Non seulement cela ne dissoudrait pas le rôle des organisations politiques et syndicales *de classe*, mais c'est dans un tel contexte que les syndicalistes de classe, de plus en plus combattus par les grandes confédérations nationales et internationales (CES, CISL) ont chance de se faire entendre et de gagner l'influence dirigeante.

La question est aussi que les « forts », les secteurs les plus combatifs, aident les « faibles » à déclencher la grève, à occuper l'usine, le campus, le tronçon d'autoroute. La question est de généraliser les choses pour rendre l'intervention des flics très difficile (ils ne peuvent pas être partout). La question est de mandater des directions de grève, le plus « inter-pro » possible. Et si les choses se généralisent, la question est de riposter offensivement, selon le principe de la riposte graduée et sans aventurisme, en veillant toujours à ce que la contre-violence révolutionnaire soit un facteur politique de mobilisation et non un substitut à la mobilisation ou un facteur de démobilisation. Cela réclame aussi un travail de jonction politique et « militaire » entre les entreprises (salariés d'active), les lycées et les facs (salariés futurs) et les quartiers populaires (salariés au chômage, jeunes déclassés qu'il ne faut pas abandonner aux fascistes, aux trafiquants et aux intégristes religieux). Tout ce que je dis là, je ne l'invente pas, c'est l'expérience même des mouvements combatifs de masse des dernières années.

Bien évidemment, tout cela réclame aussi un travail discret ou pas selon les moments en direction des forces de répression où il y a aussi, à côté d'éléments incurablement fascistes, carriéristes et primitifs, des fils de prolétaires et de progressistes qui ont cherché à sortir de la dèche en s'embauchant dans la police, des personnes sensibles aux valeurs républicaines, etc. Mais *d'urgence, il faut militer pour que le service militaire universel redevienne la loi en France* avec de très larges droits démocratiques pour les appelé(e)s car tant que l'armée est entièrement composée de mercenaires, l'efficacité du travail en direction des engagés sera extrêmement limitée.

D'ores et déjà, du côté des organisations révolutionnaires, la perspective de la violence et de la contre-violence réclame des mesures préventives de sécurisation face à la fascisation et aux menaces d'interdiction : l'exemple tchèque nous prouve qu'il n'y a aucune paranoïa dans ce type de préoccupation.

Conclusions provisoires

De manière générale, il faut s'attendre à ce que les affrontements de classes à venir combinent et/ou alternent des phases violentes et des phases non violentes de révolution et de contre-révolution, même si, dans son fond, toute révolution, comme toute domination de classe, est par essence de l'ordre de la violence. La question décisive est toujours politique et non militaire : c'est celle de la conscience populaire et c'est à partir d'elle que se décide l'usage ou non de la violence de masse ; dans des conditions données, aide-t-elle, ou pas, à faire monter la conscience de classe, à garder ou à reprendre l'initiative politique, etc. ; il faut que les masses comprennent (ou puissent peu à peu comprendre à terme, car il faut parfois partir sans les masses et même contre elles : voir le coup de feu de Fabien au métro Charonne, ou celui du mineur FTP Charles Debarge au Pont Césarine de Lens) que telle ou telle forme de violence est légitime, qu'elle relève de l'autodéfense du mouvement populaire, mieux, de sa légitime défense... jusqu'à ce que les travailleurs se disent enfin dans leur masse, expérience faite, que la meilleure défense c'est l'attaque⁷, qu'il faut régler le problème une fois pour toutes, et que

*« lorsque le gouvernement viole les droits du peuple,
l'insurrection est pour le peuple et pour chaque fraction du peuple,
le plus inviolable des droits et le plus impérieux des devoirs »*
(Constitution de la 1^{ère} République française, dite de l'An II).

⁷ Pour convaincre les travailleurs de la nécessité de l'insurrection, il fallut rien moins que la tentative de putsch contre-révolutionnaire de Kornilov, mise en échec par les bolcheviks. Les ouvriers comprirent alors que le choix n'était pas entre le statu quo et une aléatoire insurrection, mais entre une insurrection bien préparée et la certitude d'une contre-révolution blanche sanglante et revancharde !

